

Thomas Gomart

GUERRES INVISIBLES

Nos prochains défis géopolitiques

Tallandier
ESSAIS

Cartes : © Légendes Cartographie/Éditions Tallandier, 2021

© Éditions Tallandier, 2021
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979 10 210 4688 7

*À Alain Gomart (1938-2020),
en souvenir du 8 novembre 2019.*

Prologue

Mon père a eu vingt ans dans les Aurès ; j'ai fêté les miens sur la montagne Sainte-Geneviève. Engagé volontaire, il a servi quarante-deux mois en Algérie comme officier de réserve en situation d'activité à l'âge où je suivais des études d'histoire le cœur léger. Comparant nos départs dans la vie, j'y trouve un antidote personnel au « c'était mieux avant » qui encombre les nostalgiques, sans croire un seul instant au « ce sera mieux après » qui rassure les inquiets. Chaque époque est confrontée à « la même somme de bien » et à « la même somme de mal », qui « ne font que parcourir les divers lieux, les diverses contrées¹ », disait Machiavel (1469-1527). La nôtre n'est ni pire ni meilleure que les précédentes : le degré d'exposition de chacun à la violence politique dépend de la *virtù* et de la fortune du groupe auquel il appartient*.

Les liens entre générations tissent une culture stratégique à partir de laquelle chaque État construit une vision du monde enracinée dans sa situation géographique et ses expériences historiques. S'il affiche volontiers ses

* Chez Machiavel, la *virtù* correspond à l'habileté politique, c'est-à-dire la capacité à atteindre ses fins. La fortune correspond aux circonstances.

préférences, il dévoile rarement ses intentions. À mes yeux, l'analyse géopolitique doit expliquer les premières et révéler les secondes dans un même effort. C'est l'objectif poursuivi par cet essai : rendre visibles les mécanismes invisibles de la compétition des puissances. *Guerres invisibles* peut se lire comme une sorte de réponse à *La Guerre hors limites* (1999) de Qiao Liang et Wang Xiangsui. Ces deux officiers chinois y listaient vingt-quatre formes de guerre* et demandaient : « Une seule attaque de hacker compte-t-elle pour un acte hostile ? L'emploi d'instruments financiers pour détruire l'économie d'un pays peut-il être considéré comme une bataille ? », avant d'écrire que « toutes ces actions non guerrières pourraient être les nouveaux facteurs constitutifs des guerres futures² ». Nous y sommes.

LES THÉÂTRES D'OPÉRATIONS

Vingt ans après la parution de ce livre, la Chine a ravi à l'Union européenne (UE) sa place de numéro 2 sur la scène internationale, tout en continuant à convoiter celle de numéro 1. Cela s'explique par sa propre détermination, le comportement erratique des États-Unis et la naïveté des Européens, qui ont fini par croire leur propre discours sur la mondialisation, présentée comme une interdépendance irréversible entre sociétés. Or, la mondialisation, c'est aussi la compétition à laquelle se livrent les puissances de jour comme de nuit. Celle-ci prend actuellement une tournure cognitive avec le contrôle des cerveaux pour

* Voir le tableau, p. 27.

finalité principale. À l'échelle globale, les modèles de gouvernement, de consommation et de comportement sont mis en concurrence par une transformation intentionnelle, la propagation technologique, et par une transformation non intentionnelle, la dégradation environnementale.

En effet, ces deux lignes, sur lesquelles se joueront les rivalités stratégiques, les activités économiques, les mutations politiques et sociales, convergent à l'horizon. Les dépendances géopolitiques seront déplacées par les contraintes environnementales, démographiques, sanitaires ou technologiques. Logiquement, les rivalités géoéconomiques, définies comme le recours aux outils économiques pour promouvoir et défendre les intérêts nationaux, gagneront en intensité³. À horizon de cinq ans, on comptera 150 milliards de terminaux numériques, vingt fois plus que d'humains, dont un milliard de caméras de vidéosurveillance, avec une température moyenne en hausse et une biodiversité globale en baisse. La crise de la Covid-19 accélère la bascule de l'économie mondiale au bénéfice des plateformes numériques. Elle accélère aussi une recomposition de la hiérarchie des puissances au détriment des nations incapables de s'adapter à ce nouvel environnement technologique.

En Europe, nous n'avons pas encore suffisamment identifié les affrontements invisibles en cours susceptibles d'affecter directement notre positionnement international. En France, nous préférons les questions sociétales aux relations internationales, alors que nous devrions les relier pour débattre de la reconfiguration à l'œuvre du système mondial, et de la manière d'y prendre part. Notre vie publique reste scandée par les échéances présidentielles – 2022, 2027, 2032 – en raison des institutions de la

V^e République dont la matrice politico-militaire semble de plus en plus ignorée.

Deux choses me frappent à la veille des prochaines élections. En premier lieu, nos discussions sur la mondialisation se détournent délibérément des intentions stratégiques – au sens militaire du terme – des acteurs non européens, comme s'ils étaient ralliés à notre vision de l'Histoire. Nous faisons encore comme si tout le monde voulait adopter notre mode de vie. En second lieu, nous répugnons à admettre que la politique internationale est un rapport de force avant d'être un débat d'idées. Dans la compétition cognitive, l'impact des modèles dépend moins de leur pertinence que du poids de celui qui les impose. Ce n'est pas à coups de « déconstruction » intellectuelle que nous allons faire face à nos prochains défis géopolitiques et géoéconomiques, mais en cultivant nos capacités de discernement, d'imagination et d'action.

LA COVID-19 : POINT DE BASCULE ENTRE OCCIDENT ET ORIENT

Lorsque le 31 décembre 2019, le bureau de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Pékin a été avisé de l'épidémie de coronavirus à Wuhan, très rares étaient ceux capables d'en prévoir les conséquences stratégiques. Crise sanitaire dans ses causes et technologique dans ses effets, cette pandémie a provoqué un court-circuit durable de la mondialisation avec le confinement généralisé de milliards d'individus n'ayant jamais été aussi connectés. Elle a rappelé que « les vivants se tiennent biologiquement » comme l'enseignait Pierre Teilhard de Chardin

(1881-1955). En positif, elle a marqué une étape supplémentaire dans la prise de conscience de l'unité du monde. En négatif, elle a catalysé des tensions latentes, potentiellement explosives. Deux caractéristiques la singularisent. La première est le décalage entre le nombre de victimes – en comparaison d'épisodes antérieurs comme la grippe espagnole – et l'ampleur des mesures adoptées par les autorités publiques à travers le monde. La seconde est la combinaison nécessaire à trouver entre la matérialité des moyens utilisés (lits d'hôpitaux, masques, tests...) et l'immatérialité des moyens mobilisés (plateformes, médias, applications numériques...) pour la juguler sur les plans sanitaire, politique et économique.

La Covid-19 modifie les équilibres entre Asie et Occident, mais surtout scelle la rupture entre la Chine et les États-Unis. C'est un cycle de quarante ans qui se referme, modifiant ainsi la nature même de la mondialisation. Le néolibéralisme de Ronald Reagan (1911-2004), importé en Europe par Margaret Thatcher (1925-2013), s'est traduit par la dérégulation et la financiarisation des économies avancées. Sa portée mondiale ne peut se comprendre sans les réformes structurelles lancées par Deng Xiaoping (1904-1997) pour ouvrir l'économie de la Chine au monde. Cette complémentarité sino-américaine, qui se met en place à la fin des années 1970, intervient sur fond de rivalité soviéto-américaine, dans un contexte stratégique marqué par la révolution islamiste en Iran, l'intervention soviétique en Afghanistan et la crise des euromissiles.

Au cours de ces quatre décennies s'est opéré un formidable transfert industriel et technologique des États-Unis, d'Europe et du Japon vers la Chine, transfert permettant

désormais à Pékin de contester ouvertement la suprématie de Washington : « Les États-Unis impriment des dollars américains pour acheter des produits du monde entier, et le monde entier travaille pour les États-Unis. Tout cela est très bien. Mais en cas d'épidémie ou de guerre, un pays sans industrie manufacturière peut-il être considéré comme un pays puissant ? » se demandait ingénument, en mai 2020, le général Qiao Liang, vingt ans après *La Guerre hors limites*⁴.

En créant des opportunités stratégiques, la pandémie peut s'interpréter dans cette optique. La réaction américaine a mis en lumière le degré de désorganisation de l'administration fédérale. La focalisation du monde sur Donald Trump doit beaucoup au personnage mais aussi à la centralité que les États-Unis conservent dans le système international. L'élection de Joe Biden montre à quel point ils demeurent polarisés politiquement. Si un changement de style diplomatique est prévisible avec cette nouvelle administration, les fondamentaux de la puissance américaine ne varieront pas. Elle compte enrayer le « blitzkrieg technologique » lancé par la Chine pour maintenir sa suprématie. Utilisée par le procureur général William Barr début 2020, cette expression traduit la manière dont Washington voit le déploiement de la 5G comme l'enjeu d'une bataille technologique décisive pour la maîtrise globale des données. Cette vision fait l'objet d'un large consensus.

Plus fondamentalement, la crise de la Covid-19 renvoie à des dynamiques de civilisation. Elle accélère la désoccidentalisation de la politique internationale et met en lumière les différences de conception de la mondialisation actuelle. Les Européens, et les Français en particulier,

peinent à saisir leur provincialisation car leur rapport à la mondialisation post-1979 s'est principalement fondé sur la construction européenne et le lien transatlantique, qui sont l'une et l'autre en crise profonde. Pour eux, mondialisation rimait avec occidentalisation, mais la portée universelle de cette dernière fait désormais l'objet de multiples récusations.

L'essayiste indien Pankaj Mishra souligne que, pour l'Europe et les États-Unis, l'histoire du xx^e siècle se définit avant tout par les deux guerres mondiales, alors que pour la majorité de la population non occidentale, elle se lit surtout à travers l'éveil politique de l'Asie⁵. Depuis des années, un courant promeut les « valeurs asiatiques ». Le diplomate singapourien Kishore Mahbubani en est un des porte-parole emblématiques : victime de son *hubris*, l'Occident n'aurait pas conscience de la vitesse à laquelle se réduit son pouvoir global et continuerait à se comporter comme s'il était encore tout-puissant. Kishore Mahbubani considère comme « une des absurdités manifestes de notre époque » la présence du Royaume-Uni et de la France comme membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Selon lui, en 2045, date de son centenaire, le premier devrait avoir cédé son siège à l'Inde et la seconde à l'UE au risque de voir le Conseil perdre toute crédibilité⁶.

L'essayiste singapourien Parag Khanna voit, quant à lui, le retour de l'Asie « dans le cockpit de l'Histoire comme une destinée naturelle » avec pour ambition non pas de remplacer l'Occident, mais de le façonner comme il l'a façonnée⁷. De son côté, la Chine se prépare résolument à s'emparer du leadership mondial. Pour Yan Xuetong, professeur à l'université Tsinghua de Pékin, cette prise de contrôle est possible dès que la puissance ascendante

se révèle « plus capable et efficace » que la puissance dominante. Premier pas vers l'« autorité internationale », la « crédibilité stratégique » s'acquiert par des « actions morales » en fonction de valeurs communes de l'humanité⁸. On comprend, dès lors, l'importance de tous les moyens diplomatiques et médiatiques mobilisés par les autorités chinoises pour apparaître comme les plus efficaces : à l'automne 2020, leur propagande met en scène le retour à la normale à Wuhan quand l'Europe et les États-Unis sont touchés par une deuxième vague pandémique.

L'efficacité de la réponse à la pandémie prêtée à Taïwan, à la Corée ou à Singapour est souvent associée aux « valeurs asiatiques » qui, pour simplifier à l'extrême, privilégient le groupe à l'individu. Elles ont été notamment théorisées par Lee Kuan Yew (1923-2015), ancien Premier ministre de Singapour, selon lequel l'Occident a transformé l'idée d'inviolabilité des droits individuels en dogme absolu, au détriment de la famille qui demeure la base de l'organisation sociale et à laquelle le gouvernement n'a pas vocation à se substituer. Le modèle de Singapour a directement inspiré Deng Xiaoping. Au-delà des performances économiques, du culte affiché de la méritocratie, et de l'éthique confucéenne, les autorités chinoises en ont surtout retenu la spectaculaire expansion économique, sans démocratisation politique. En revendiquant sans cesse le droit légitime au développement économique du peuple chinois, l'objectif ultime du Parti communiste chinois (PCC) reste de se maintenir au pouvoir envers et contre tout. Pour ce faire, il produit une idéologie qui n'est plus simplement destinée à la population chinoise. De toutes les grandes puissances, la Chine est celle dont le corpus

idéologique a le moins changé entre la période de la guerre froide et l'après-guerre froide en dépit de sa spectaculaire modernisation économique⁹.

La Covid-19 a opéré un double renversement de perspective. D'une part, c'est moins la question de l'inoculation des « valeurs universelles » en Orient que celle des « valeurs asiatiques » en Occident, par voie technologique, qui se pose désormais. De l'autre, à la question du leadership des États-Unis dans le monde s'ajoute celle de leur réponse aux ambitions chinoises. Vecteurs de contrôle et d'individualisation extrêmes, les technologies de l'information et de la communication (TIC) entraîne un glissement vers un « capitalisme de surveillance¹⁰ » dans le cadre d'une confrontation sino-américaine hors limites. La crise sanitaire révèle la force de gouverner des entités souveraines en les confrontant au vieux dilemme entre efficacité et dignité.

UN MONDE SANS AUTORITÉ MORALE

Sur la scène internationale, il n'existe plus d'autorité morale capable d'imposer un ordre. En raison de leurs comportements respectifs, ni les États-Unis ni la Chine ne peuvent y prétendre. Profondément tiraillé, le reste du monde ne parvient pas, non plus, à s'incarner en autorité morale. Les Européens y aspirent confusément en faisant des droits de l'homme et de la protection des biens communs leurs étendards, mais sans convaincre. Reflets des innombrables liens invisibles, des initiatives prolifèrent en matière de coopération en tous genres, mais elles se heurtent à cette réalité cognitive paradoxale : notre

pouvoir de transformation excède largement notre pouvoir d'anticipation. La technologie ne pense pas, elle façonne.

Trois constats traversent en filigrane les huit chapitres de cet essai. En premier lieu, les contraintes environnementales qui s'exercent sur le système-Terre sont devenues le cadre de tout effort d'anticipation. Si absurde que cela puisse paraître à certains, son contour est toujours dessiné par les rapports de puissance. En effet, la rivalité sino-américaine se joue sur fond de dégradation environnementale et de propagation technologique. Cela signifie que Washington et Pékin subordonnent leurs politiques climatique et numérique respectives à leur bras de fer stratégique. À l'heure actuelle, la question pour eux n'est pas de protéger les biens communs sur un pied d'égalité avec les autres, mais de prendre l'ascendant sur l'autre pour obtenir une suprématie, à partir de laquelle la gestion des biens communs sera organisée. Pas plus la Chine que les États-Unis ne parviennent à tirer une légitimité morale de la protection de l'environnement : la « civilisation écologique » promue par la première implique une complète mise sous tutelle individuelle par la technologie ; le déni climatique de l'administration Trump s'enracine dans le rapport à la nature entretenu par le Nouveau Monde depuis les Lumières : un potentiel à exploiter sans limites.

En deuxième lieu, le système international repose sur un emboîtement complexe de souverainetés et de juridictions. La Chine et les États-Unis, comme les autres puissances, cherchent à contrôler les nœuds névralgiques du système, c'est-à-dire les seuils à travers lesquels passe la coopération et s'exerce la coercition. À l'image des détroits pour la navigation maritime, ces points relient les

« espaces communs ». Mer, air, espace exo-atmosphérique et « datasphère¹¹ » les constituent : les trois premiers correspondent à des milieux physiques distincts, alors que la quatrième les innerve, tout en se territorialisant à son tour. La supériorité repose sur le contrôle simultané d'un plus grand nombre de nœuds névralgiques que l'adversaire, et par un discours sur le monde servant de référence aux autres.

En dernier lieu, l'enchâssement de la rivalité sino-américaine dans la dégradation environnementale et la propagation technologique ne fige pas le système international, comme la rivalité soviéto-américaine avait pu le faire pendant la guerre froide, mais il dessine une mosaïque qui fluctue sans cesse. La polarisation entre les États-Unis et la Chine mobilise leurs forces respectives et, ce faisant, libère d'autres énergies, à la fois créatrices et destructives. Sur le plan militaire s'observent les ambitions de puissances régionales comme la Turquie ou celles de groupes armés comme Boko Haram, nés dans l'affaiblissement de structures étatiques. Sur le plan économique, la capacité de mobilisation de très grandes entreprises excède largement celle d'États. Au regard de l'histoire du capitalisme, puissance et richesse vont de pair : États, entreprises et individus s'organisent, ou plutôt sont organisés, pour capter les richesses du monde. Et se les accaparer en toute inégalité.

RETOUR AUX SOURCES

« Quelles sont vos intentions, jeune homme ? » Il n'y a pas si longtemps, l'amoureux transi était ainsi accueilli

par ses futurs beaux-parents. En géopolitique comme en géoéconomie, on aimerait poser la question à des décideurs sans trop d'illusions sur la sincérité de leur réponse. Il n'empêche, percer les intentions cachées des différents protagonistes est au cœur du travail d'analyse et de prévision.

Indirectement, cet essai reflète de nombreuses discussions à l'Institut français des relations internationales (Ifri), plateforme d'échanges unique pour saisir sur le vif la marche du monde. Auprès de Thierry de Montbrial, son fondateur et président, de mes collègues et de nombreux interlocuteurs, j'ai acquis quelques réflexes. Tout effort prospectif commence par un regard rétrospectif. La hiérarchisation des problèmes suppose de commencer par bien les formuler en fonction des acteurs en présence¹². En ce sens, le « problème international » appelé à dominer les prochaines décennies est sans conteste la rivalité sino-américaine. Autre réflexe, l'effort de prévision à court, à moyen et à long terme.

Dans ce nouvel essai, je me risque au jeu des intentions en cherchant à comprendre celles des États-Unis, de la Chine et de l'UE. Certains objecteront que cela n'a guère de sens pour cette dernière compte tenu de sa composition et de son organisation. Il n'en demeure pas moins qu'elle exerce encore une forte influence sur la globalisation et qu'elle sert d'intermédiaire entre la France et le monde. Ces intentions sont formulées en fonction de ma compréhension de leurs cultures stratégiques et en faisant mienne, une fois n'est pas coutume, une formule de von Moltke le Jeune (1848-1916) : « Il faut apprécier sainement ce que l'on voit, et deviner ce que l'on ne voit pas¹³. » Cet exercice s'apparente à une spéculation inhabituelle, qui

repose moins sur une rigoureuse analyse que sur un effort d'imagination. Je m'y suis livré à la fin de tous les chapitres. Divisés en deux parties – le visible, l'invisible –, ils peuvent se lire en continu ou en miroir pour saisir les liens entre les éléments émergés de la scène internationale et leurs ressorts souterrains.

De nombreuses lectures, ainsi que des entretiens plus ou moins formels, l'ont nourri. On en trouvera trace dans la bibliographie indicative. Deux penseurs m'ont accompagné tout au long de son écriture. Hannah Arendt (1906-1975) ne se résigne ni à la naïveté ni aux faux-semblants. *Du mensonge à la violence* (1972) rappelle que « la tromperie, la falsification délibérée et le mensonge pur et simple employés comme moyens légitimes de parvenir à la réalisation d'objectifs politiques font partie de l'histoire aussi loin qu'on remonte dans le passé¹⁴ ». Je garde toujours cette phrase à l'esprit en écoutant ou en lisant un discours de politique internationale.

L'originalité du parcours de l'économiste Albert Hirschman (1915-2012), entre l'Europe, les États-Unis, l'Amérique latine, l'Inde et l'Afrique, est une invitation au voyage et à la relecture des classiques. Dans *National Power and the Structure of Foreign Trade* (1945), il constate que Machiavel n'a pas établi de lien entre la politique et l'économie. Or, aujourd'hui, le Prince ne saurait ignorer la réalité de ces guerres invisibles aux objectifs plus économiques que proprement militaires. Élargissant sa réflexion dans *Les Passions et les Intérêts* (1977), Albert Hirschman déplore l'incapacité des sciences sociales « à élucider la question des conséquences politiques de la croissance économique ».

GUERRES INVISIBLES

Sans prétendre répondre à cette question fondamentale en remontant à Adam Smith (1723-1790), cet essai conjugue les approches géopolitique et géoéconomique pour tenter d'éclairer les effets de la « main invisible » sur la compétition de puissance.

LE VISIBLE

CONFLITS

« Face à un choix presque infini, pourquoi l'homme s'empêtrerait-il dans sa propre toile d'araignée en se limitant à la force armée et au domaine militaire pour conduire la guerre ? » se demandent Qiao Liang et Wang Xiangsui. Guerre écologique, guerre technologique, guerre réglementaire, ils listent vingt-quatre types de conflits. La compétition stratégique actuelle ne se conçoit pas seulement à travers un affrontement militaire central, mais se joue davantage sur ses marges. Pour Qiao Liang, la pandémie de la Covid-19 constitue un événement aussi déterminant que la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale et la chute de l'URSS, dans la mesure où elle « vient écraser ce cycle de mondialisation et la force de la mondialisation », en fragilisant un Occident sur le déclin : « L'épidémie arrive à ce moment, et même si ce n'est qu'une brindille, elle peut faire briser le dos du chameau qui a déjà du mal à marcher¹. »

À la fois modèle et rival, les États-Unis étaient « à respecter tactiquement et à mépriser stratégiquement » pour Mao Zedong (1893-1976). Il se pourrait bien que la dégradation environnementale combinée à la propagation

technologique ne contraigne Xi Jinping à reconsidérer rapidement la formule du grand timonier. En ce sens, le retrait américain de l'Accord de Paris de 2015 est lu par certains comme une déclaration de guerre ne disant pas son nom, tout comme les nombreux projets chinois de centrales à charbon dans le cadre de la *Belt and Road Initiative* (B&R)*. En porte à faux avec la culture politique des partis qui les défendent en Europe, l'écologie et la protection des biens communs de l'humanité ne peuvent s'abstraire d'une rivalité sino-américaine qui, plus qu'aucune autre, transforme le système-Terre. Souvent associée à des transformations progressives, l'écologie est devenue le domaine des ruptures brutales.

La Chine et les États-Unis risquent de tomber dans le « piège de Thucydide », c'est-à-dire dans un *casus belli* provoqué par la peur qui existe entre une puissance émergente et une puissance dominante, piège étudié par Graham Allison, professeur à l'université de Harvard². En pleine tension, leurs relations conditionnent aujourd'hui les équilibres stratégiques globaux, très différemment des relations soviéto-américaines pendant la guerre froide, en raison de l'« addition-combinaison » des multiples registres d'action possibles pour reprendre le terme utilisé par Qiao Liang et Wang Xiangsui. La polarisation sino-américaine ouvre des espaces à des perturbateurs qui exploitent, aux niveaux régional, national, voire local, les opportunités offertes pour contester l'ordre international. C'est le cas, de manière différente, de la Russie, de la Turquie ou

* Présentée en 2013 par Xi Jinping, la B&R est un vaste projet de connections maritimes et ferroviaires entre la Chine et le reste du monde, à l'exception de l'Amérique du Nord.

CONFLITS

de l'Iran. C'est aussi le cas des organisations terroristes comme Al-Qaïda, Daech ou Boko Haram. Les Européens subissent des pressions de différentes natures qui les obligent à réapprendre leur grammaire entre la stratégie directe, où la force représente un facteur essentiel, et la stratégie indirecte, où elle s'efface devant la psychologie.

Les vingt-quatre types de guerre

Militaire	Supramilitaire	Non militaire
Guerre nucléaire	Guerre diplomatique	Guerre financière
Guerre conventionnelle	Guerre de réseau	Guerre commerciale
Guerre biochimique	Guerre du renseignement	Guerre des ressources
Guerre écologique	Guerre psychologique	Guerre d'aide économique
Guerre spatiale	Guerre technologique	Guerre réglementaire
Guerre électronique	Guerre de contrebande	Guerre de sanctions
Guerre de partisans	Guerre de la drogue	Guerre médiatique
Guerre terroriste	Guerre virtuelle (dissuasion)	Guerre idéologique

Source : Qiao Liang et Wang Xiangsui, *La Guerre hors limites*, Paris, Payot et Rivages, 2003, p. 206.

CAUSES ET CONSÉQUENCES

DE L'AFFRONTEMENT SINO-AMÉRICAIN

La « grande stratégie » peut se définir comme la mise en cohérence, sur le long terme, des politiques économiques, des actions diplomatiques et des efforts militaires pour exister sur la scène internationale en étant capable

de promouvoir ses intérêts et son système de valeurs. Cette notion ne s'applique pas seulement aux grandes puissances. Des pays comme Israël, les Émirats arabes unis (ÉAU) ou le Qatar conduisent, chacun à leur manière, une « grande stratégie », qui dépend de leur potentiel respectif mais surtout de leur volonté propre. Celle des États-Unis se définit de plus en plus en fonction de celle de la Chine, et réciproquement.

Cultures stratégiques

Après la guerre froide, la « grande stratégie » des États-Unis a consisté à maintenir une supériorité militaire incontestable sur tous les autres pays, à stimuler le libre-échange et à promouvoir leur conception de la démocratie. Avec son « *America First* », Donald Trump a marqué une rupture car, s'il a poursuivi le premier objectif, il a remis en cause les deux autres. Avec son « rêve chinois », Xi Jinping fait du renforcement du PCC le cœur de la stratégie de la Chine, qui vise, sur le plan extérieur, à redessiner l'ordre international sans le révolutionner, à dominer militairement ses voisins et à modifier l'équilibre avec les États-Unis en sa faveur. À la différence des Européens, Américains et Chinois lient directement leurs politiques économiques et de sécurité par le biais de la technologie, ce qui a pour principale conséquence de remettre en cause les règles et pratiques érigées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis sa création en 1995. Au risque de la simplification, les États-Unis maintiennent une supériorité de moyens qui doit leur permettre d'emporter la décision à l'issue de tout choc frontal, alors que la Chine cherche à soumettre l'ennemi

sans le combattre directement. De part et d'autre, les pratiques sont en réalité moins tranchées.

Il est fréquent de comparer les cultures stratégiques chinoise et américaine en se référant à Sun Tzu (v^e siècle avant J.-C.) et à Antoine de Jomini (1779-1869), dans une opposition simplificatrice entre la stratégie indirecte du premier et la stratégie directe du second. La pensée de Sun Tzu se focalise moins sur le but à atteindre que sur la façon de transformer le réel. « Plutôt que de dresser un modèle qui serve de norme à son action³ », le stratège chinois se concentre sur le cours des choses pour en déceler la cohérence. Sans recourir à une planification en règle, il évalue un « potentiel de situation » à partir duquel il conçoit l'action⁴. Le stratège est celui qui parvient à utiliser les opportunités offertes par la situation. À titre d'exemple, Xi Jinping a su utiliser le désordre provoqué par la Covid-19 aux États-Unis pour remettre la main sur Hong Kong.

Autre penseur ayant exercé une forte influence sur les conceptions américaines : Carl von Clausewitz (1780-1831), pour qui « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». En bornant le conflit dans le temps et l'espace, il s'agit de maintenir l'objectif politique et de le distinguer, tout en l'associant, à l'objectif militaire pour aboutir à concevoir, comme le font les militaires américains, la stratégie en fonction d'un but de guerre ou d'un état final recherché (EFR). Cela se traduit, le plus souvent, par une claire distinction entre paix et guerre et par une concentration de la force militaire pour rompre le lien moral de l'ennemi. Une fois la guerre suspendue, il faut revenir à la diplomatie. Cette recherche d'efficacité immédiate fait dire à Henry Kissinger : « Les États-Unis n'ont qu'une idée en tête :

résoudre le problème séance tenante, quel qu'il soit⁵ », quand la Chine ferait preuve de « patience stratégique ».

Ces deux approches ont leurs limites. Le marteau américain voit des clous à enfoncer ; la guerre hors limites projette une image de toute-puissance de la Chine qui excède son potentiel réel. En 1901, Theodore Roosevelt (1858-1919), 26^e président des États-Unis, invitait ses concitoyens à « parler doucement et à porter un gros bâton » pour être influents. En 2001, George Bush déclara la « guerre contre le terrorisme » après les attaques subies par son pays le 11 Septembre. En un siècle, les États-Unis ont contribué à deux guerres mondiales, à quatre conflits limités (Corée, Vietnam, et les deux guerres du Golfe), ainsi qu'à plusieurs interventions militaires ponctuelles. Ce siècle de prééminence militaire a eu un coût : 626 000 tués et 1 180 000 blessés, et une dépense militaire qui est passée de 1 % du PIB à 3 % aujourd'hui (avec des pics à 10 %)⁶. Pour Eliot Cohen, professeur d'études stratégiques à l'université John Hopkins, l'action délibérée des États-Unis expliquerait la « relative tranquillité » que le monde aurait connue après 1945, la comparant à celle que la Grande-Bretagne avait su produire après la défaite de Napoléon⁷. Il est peu probable que cette lecture du siècle soit partagée à Pékin, où la question essentielle est de savoir si la Chine peut devenir la première puissance mondiale sans affronter ouvertement les États-Unis.

La grande guerre est-elle obsolète⁸ ?

Poser cette question revient à rappeler que la paix n'est jamais acquise : les États-Unis et la Chine s'affrontent d'ores et déjà dans de nombreux domaines, tout en se